

La Francophonie appelle les Burundais à "faire preuve de la plus grande retenue"

@rib News, 31/03/2014 – Source OIF – 91e session du Conseil permanent de la Francophonie – Outre la réintégration de Madagascar dans les instances de la Francophonie, la 91e session du CPF, réunie le 28 mars à Paris, a été l'occasion pour le Secrétaire général de la Francophonie de faire part aux représentants des chefs d'État et gouvernement de ses inquiétudes sur la situation de certains États membres ou observateurs de l'OIF. Sur le Burundi, Abdou Diouf a déclaré que « les risques sont réels de voir la situation se détériorer encore davantage après les violentes confrontations qui ont opposé, il y a trois semaines, forces de l'ordre et opposition. J'exhorte les autorités burundaises, ainsi que l'ensemble des partis politiques, à faire preuve de la plus grande retenue et à engager dans les meilleurs délais un dialogue approfondi afin de régler pacifiquement leurs différends, conformément à l'esprit des Accords d'Arusha ». Il a également appelé les autorités burundaises à lever immédiatement les restrictions aux libertés d'expression, d'association et de réunion imposées récemment à la République centrafricaine (RCA), Abdou Diouf a, une nouvelle fois, exprimé sa profonde inquiétude au regard de la situation sécuritaire et humanitaire « La coexistence pacifique des communautés, qui a toujours été l'un des piliers de la société centrafricaine, est aujourd'hui menacée par l'instrumentalisation des appartenances ethniques ou religieuses mettant en péril le règlement pacifique de la crise », a-t-il ajouté. Se félicitant de la détermination des autorités de transition, et notamment de la Présidente, Mme Catherine Samba-Panza, il a appelé à une mobilisation immédiate de la solidarité internationale en faveur de la RCA. « Face à l'ampleur et la complexité de la tâche, le déploiement de nouvelles forces, militaires et policières, y compris dans le cadre d'une mission de maintien de la paix de l'ONU, doit intervenir très rapidement », a-t-il ajouté. Il a également demandé aux États membres de tout faire pour apporter une aide budgétaire urgente aux autorités centrafricaines. Le Secrétaire général s'est ensuite attardé sur la situation prévaut au Cambodge depuis plusieurs mois, et où la situation politique et sociale s'est considérablement dégradée suite à l'annonce des résultats des élections législatives du 28 juillet. « Toutefois, je me félicite de l'accord conclu mars dernier, entre le PPC (Parti du peuple cambodgien) et le CNRP (Parti du sauvetage national du Cambodge), qui marque une évolution positive. Dans cette dynamique, les acteurs politiques cambodgiens doivent approfondir leur dialogue, de manière à restaurer la confiance et à trouver une issue consensuelle et durable à la crise qui paralyse leur pays depuis près de 9 mois », a ajouté Abdou Diouf. A propos de la situation qui prévaut en Ukraine, pays observateur de l'OIF, Abdou Diouf a exprimé sa profonde préoccupation. « Je demeure extrêmement préoccupé par les derniers développements et plus particulièrement par la situation dans la péninsule de Crimée. Nous condamnons de la manière la plus ferme toute initiative ou intervention extérieure qui viendrait porter atteinte à l'intégrité et à la souveraineté de l'Ukraine. Le référendum organisé le 16 mars dernier s'est inscrit en violation de la Constitution ukrainienne et s'est déroulé en présence de forces étrangères », a rappelé le Secrétaire général. Enfin, sur le Liban, le Secrétaire général a lancé un appel aux États pour venir en aide au gouvernement et au peuple libanais afin de leur permettre de faire face à l'afflux massif de réfugiés syriens.